

TENSIONS ENTRE L'ALGÉRIE ET L'ARABIE SAOUDITE

Que veut Riyad ?

La brouille semble totale entre l'Algérie et l'Arabie Saoudite. Exacerbé par les positions algériennes en contradiction avec ses velléités de se transformer en leader du monde arabe, le royaume s'adonne ouvertement à un jeu de nuisance qui en dit long sur les sentiments qu'il nourrit à l'égard de notre pays.

Abla Chérif - Alger (Le Soir) - Il y a quelques semaines, l'Arabie Saoudite s'est ainsi exprimée ouvertement en faveur de l'occupation marocaine au Sahara occidental à travers son ambassadeur qui a expliqué que son pays était «pour l'intégrité territoriale marocaine» et qu'il s'apprêtait à mettre en œuvre des projets économiques dans les territoires occupés du Sahara occidental. Le soutien qu'apporte les Saoudiens au Maroc n'est pas une nouveauté en soi, mais le royaume s'était gardé jusqu'à présent de toute déclaration publique sur le sujet, préférant agir à travers des investissements dans les zones sous occupation marocaine.

Des investissements minimes en fait qui donnent davantage l'allure d'œuvres caritatives, centrées sur la construction de mosquées, écoles et hôpitaux, dont le but essentiel vise à marquer la présence saoudienne et celle de monarchies alliées telles que le Qatar au Sahara occidental et manifester par là son soutien aux

Marocains. La récente déclaration de l'ambassadeur saoudien au Maroc est dans ce sens différente.

Provocante. Elle est venue raviver la tension qui existait déjà dans les années 1990 lorsque le royaume wahhabite était entré dans une colère noire suite au refus algérien de prendre part à la coalition chargée de soutenir son invasion du Koweït. Les spécialistes algériens des questions internationales soutiennent d'ailleurs que la détérioration des relations entre les deux pays découle de ce refus.

Irritées par l'intransigeance algérienne, les monarchies alliées avaient réagi un peu plus tard par la voix du Qatar qui n'avait pas hésité à brandir des menaces publiques lors d'une réunion de la Ligue arabe en déclarant à un ancien MAE algérien : «Votre tour viendra.»

L'Arabie Saoudite ne tarda malheureusement pas à prendre vengeance en jouant la carte du terrorisme durant la décennie noire qui a failli conduire à la des-



Le roi Salman Ibn Abdelaziz Al Saoud et le roi Mohammed VI.

truction de l'Algérie. Les groupes armés qui ont mis le pays à feu et à sang ont été en partie formés et financés pour mener cette triste besogne. L'Algérie campe sur ses positions. Il y a plus d'un mois, elle a de nouveau provoqué le courroux des dirigeants saoudiens en refusant cette fois de faire partie d'une force militaire sunnite officiellement destinée à combattre le terrorisme mais en réalité dirigée contre l'Iran et le Yémen.

Venant d'un pays aguerri dans la lutte contre le terrorisme et pesant d'un poids certain dans la région, ce refus a été perçu comme une gifle de plus. Tout comme celui de ne pas suivre les monarchies du Golfe dans la

classification du Hezbollah parmi les groupes terroristes. Le porte-parole du ministère algérien des Affaires étrangères avait alors expliqué qu'une telle décision ne pouvait émaner que des Libanais eux-mêmes. L'Algérie a également fait savoir que le Hezbollah est un «mouvement politico-militaire qui fait partie du paysage politique et social du Liban».

L'Arabie Saoudite et ses alliés ne le voient pas de cet œil et tolèrent encore moins les pays arabes contrevenants à sa politique. Signe des temps, le président Bouteflika a décidé lui aussi d'afficher ouvertement sa désapprobation en évitant de recevoir le MAE saoudien qui s'est posé quelques heures à Alger il y a

trois mois. A l'inverse, Bouteflika a reçu le ministre syrien des Affaires étrangères qui était en visite dans notre pays au cours de la semaine précédente. De quoi irriter une nouvelle fois le royaume wahhabite qui tente de poursuivre ses petites vengeances en maintenant volontairement la crise sur le marché pétrolier. Dans ce contexte, on ignore cependant l'objectif de la mission dont a été chargé le ministre d'Etat M. Tayeb Belaïz dépêché samedi à Riyad pour remettre une lettre au roi Selmane Ben Abdelaziz. Le contenu de la missive est inconnu mais paraît répondre à un caractère urgent.

A. C.

RÉUNION DE DOHA ENTRE PAYS PRODUCTEURS DE PÉTROLE

Le difficile consensus sur fond de rivalité irano-saoudienne

Un consensus pour un gel de la production de pétrole, lors de la réunion de Doha le 17 avril entre Opep et non Opep, va être difficile à se dessiner, estiment les experts alors que l'Iran persiste à réclamer à d'abord récupérer ses parts d'avant l'embargo occidental pour consentir de geler sa production.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - Téhéran, qui en était à 3,5 millions de barils avant 2012, ne produit actuellement qu'un peu plus de 2 millions de barils/jour. Téhéran qui a mis sur le marché 600 000 barils qui constituent son stock supplémentaire, a fait croire que sa production a augmenté.

Selon l'expert et consultant international, Abdelmadjid Attar, contacté hier, un consensus pour un gel de la production de pétrole sera dur à négocier le 17 avril à Doha, ajoutant que la prochaine réunion des producteurs de pétrole est devant deux écueils principaux. A savoir quel est le niveau de gel escompté, mais surtout l'intransigeance de l'Iran quant à récupérer ses parts de marché d'avant l'embargo pour, éventuellement, accepter de geler la production.

«Si l'Iran demande à récupérer ses anciennes parts, l'Irak aussi va ruer dans les brancards et demander lui aussi à récupérer les parts qui étaient les siennes. Ce qui ne va pas arranger la situation», a observé M. Attar qui souligne que le mar-



Les cours du pétrole ont fortement baissé vendredi dernier.

ché pétrolier devra rester excédentaire durant toute l'année 2016. Ceci au moment où les exportations pétrolières de l'Iran ont dépassé 2 millions de barils par jour (mbj) grâce à la levée des sanctions internationales en janvier, comme l'a affirmé hier le ministre iranien du Pétrole, Bijan Namdar Zanganeh.

«Les exportations de pétrole et de condensats (hydrocarbures liquides, ndr) dépassent désormais les deux millions de barils par jour», contre 1,75 mbj il y a un mois, a déclaré M. Zanganeh. Ces exportations augmentent régulièrement depuis

l'entrée en vigueur de l'accord nucléaire et la levée d'une partie des sanctions internationales. Elles avaient baissé à un mbj en décembre 2015 en raison de ces sanctions qui avaient été renforcées en 2012.

L'Iran fait ainsi un pied de nez aux Saoudiens qui ont averti qu'ils ne gèleraient le niveau de leur production de brut que si les grands producteurs, dont l'Iran, faisaient de même. «Si tous les pays, dont l'Iran, la Russie, le Venezuela, les pays de l'Opep et les principaux producteurs décident de geler la production, nous serons parmi eux», a déclaré vendredi à l'agence

Bloomberg News, Mohammed Ben Salmane, le vice-prince héritier de l'Arabie Saoudite. «Si quelqu'un décidait d'augmenter sa production, nous ne rejeterons alors aucune opportunité qui se présente», a-t-il ajouté. Suite à cet avertissement saoudien, les cours du pétrole ont fortement baissé vendredi, puisque le cours du baril de référence (WTI) pour livraison en mai a perdu 1,55 dollar à 36,79 dollars sur le New York Mercantile Exchange (Nymex).

Le Koweït a estimé hier qu'une coordination entre producteurs de pétrole appartenant à l'Opep et pays non membres du cartel, à l'occasion de la réunion au Qatar, contribuerait à stabiliser le marché orienté à la baisse. «Toute coordination entre grands producteurs de l'Opep et pays non-Opep aidera certainement à stabiliser le marché», a déclaré à la presse le ministre koweïtien du Pétrole par intérim, Anas Al-Saleh.

Une quinzaine de pays devront prendre part à la réunion de Doha, dont une douzaine a confirmé sa participation à cette réunion.

Parmi les participants figurent la Russie, premier producteur de pétrole du monde, l'Arabie Saoudite et d'autres pays producteurs du Golfe comme les Emirats arabes unis, Oman et Bahreïn, le Nigeria, l'Algérie, le Venezuela, l'Indonésie et l'Equateur.

Y. D.